



SYNTHÈSE

Finance



La finance aujourd'hui

L'atteinte des objectifs du Plan de transformation (PTEF) requerra la mobilisation de financements significatifs, définis par les besoins de transformation identifiés par chaque secteur, et adaptés dans leur forme à chacun de ces secteurs. Or les financements actuels pour le climat sont déjà insuffisants pour suivre la trajectoire de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), avec un manque estimé de l'ordre de 20 à 40 milliards d'euros par an. Les défaillances de marché dans la gestion du risque climatique subsistent donc encore largement, 30 ans après le premier rapport du GIEC. Les contraintes sont aussi nombreuses à l'échelle des acteurs. L'État reste limité par des incohérences sur la fiscalité climat et l'absence de réelle politique industrielle, sans parler des incertitudes du retour à des règles budgétaires et monétaires européennes strictes à moyen terme. Les collectivités territoriales sont aussi limitées structurellement par les règles actuelles sur l'endettement, tandis que les TPE/PME comme les banques qui les financent ne reçoivent ni les incitations ni les contraintes réglementaires suffisantes pour permettre l'investissement pour le climat. À l'échelle des particuliers, le besoin de justice fiscale et la prudence liée à la crise des gilets jaunes limite les initiatives, tandis que l'épargne pourtant massive n'est que timidement orientée vers la transition climatique.



Les outils de la transformation

Pour un financement efficace de la transformation, il apparaît nécessaire de revaloriser significativement l'action de l'État, à la fois dans son rôle de financeur mais également dans sa capacité à orienter durablement l'économie et les marchés, avec l'urgence et la résolution à dépasser les « tabous » révélées dans le cadre de la crise Covid-19. Cela passe par exemple par la mise en place de contraintes réglementaires et d'assurances de rentabilité à long terme capables de faire adhérer les entreprises au chantier de décarbonation. La renégociation des règles budgétaires, commerciales et monétaires à l'échelle européenne pour une réelle compatibilité avec la trajectoire climat souhaitée doit aussi être rapidement engagée – dans la lignée des discussions actuelles sur une taxe carbone aux frontières. Les investissements lancés au cours de la transformation proposée par

le Plan doivent enfin être financés et repartis de manière juste et équitable entre les citoyens.



La finance à l'issue de la transformation

Les engagements de longue durée de l'Etat et la cohérence de long terme de sa politique de financement pour le climat ont permis d'orienter les entrepreneurs, les entreprises et l'épargne des citoyens – ne serait-ce qu'une partie des 1200 milliards de l'assurance vie, comme le propose le projet IN GLOBO de la FNH et du *Shift* – vers des activités à impact climatique positif. La modification de la réglementation bancaire a permis d'augmenter les crédits aux TPE/PME investies dans le chantier de décarbonation de l'économie. Ces entreprises sont accompagnées par les collectivités locales dont les contraintes budgétaires ont été allégées. Enfin, le chantier de transformation piloté par l'Etat a veillé à répartir les efforts et les aides financières sur toute la population et en fonction des moyens de chacun.



Les questions qui nous restent à explorer

- **Pour le chantier finance** : le chiffrage des besoins de financement pour la transformation, par secteur et au global, reste à réaliser.
- **En lien avec le reste de l'économie** : une articulation du chantier finance avec les problématiques territoriales (relocalisation des activités agricoles par exemple) constituera la prochaine étape.



Les apports et limites

- **Apports** : l'approche systémique et concrète du PTEF doit faciliter la mobilisation de financements pour le climat en alignant plus clairement tous les acteurs autour d'objectifs clairs.
- **Limites** : une remise en cause des règles encadrant les acteurs de la finance semble nécessaire, à moyen terme et aux différents échelons de gouvernance (des territoires jusqu'à l'Union Européenne), dans ce qui reste à l'heure actuelle un plan de transformation national.